



**ÉTABLISSEMENT
PUBLIC FONCIER
DE BRETAGNE**

APPROBATION DE L'AVENANT n°4 à LA CONVENTION OPERATIONNELLE D' ACTIONS FONCIERES du 17 mai 2010

COMMUNE DE ERCE-PRES-LIFFRE

SECTEUR Zac du Bocage de l'illet

Délibération n° B-18-40

Le Bureau, réuni le 15 mai 2018,

Vu les articles L. 321-1 et suivants et R. 321-1 et suivants du Code de l'Urbanisme,

Vu le décret n° 2009-636 du 8 juin 2009 portant création de l'Etablissement Public Foncier de Bretagne (EPF Bretagne), et notamment :

- son article 2 qui dispose que les missions de cet établissement peuvent être réalisées pour le compte des collectivités territoriales, de leurs groupements ou de leurs établissements publics, en application de conventions passées avec eux
- son article 11 qui dispose que le Conseil d'Administration approuve ces conventions et que ce pouvoir d'approbation peut être délégué au Bureau,

Vu le règlement intérieur de cet établissement, approuvé par délibération n° C-18-02 du Conseil d'Administration du 13 mars 2018,

Vu la délibération du Conseil d'Administration n° C-15-22 du 24 novembre 2015 donnant délégation au Bureau pour approuver :

- les conventions opérationnelles et conventions de veille foncière passées sur la base d'une convention cadre ainsi que leurs avenants
- les conventions opérationnelles et conventions de veille foncière d'un montant inférieur à un million d'euros hors taxes passées en l'absence de convention cadre, ainsi que leurs avenants
- en cas d'urgence avérée et motivée, s'agissant notamment de l'exercice du droit de préemption, les conventions opérationnelles et conventions de veille foncière d'un montant supérieur à un million d'euros hors taxes passées en l'absence de convention cadre

Vu l'arrêté ministériel du 18 décembre 2014 portant nomination de la Directrice Générale de l'EPF Bretagne,

Vu la délibération du Conseil d'Administration de l'EPF Bretagne n° C-15-17 du 24 novembre 2015 approuvant le 2^{ème} Programme Pluriannuel d'Interventions (PPI), qui détermine les grands enjeux portés par l'EPF Bretagne pour la période 2016-2020, à savoir :

- la réalisation d'opérations en renouvellement urbain
- la priorité portée sur les opérations de logements, et notamment de logements locatifs sociaux, en respectant un taux minimal de production 20% de logements locatifs sociaux de type PLUS/PLAI (ou dérogations décrites dans le PPI)
- la recherche d'une certaine densité, suivant un ratio minimal de 20 logements par hectare
- la restructuration des zones ou fonciers d'activités économiques existants
- la maîtrise de secteurs intégrés à des périmètres de risques technologiques ou naturels
- A titre subsidiaire, la préservation d'espaces naturels remarquables menacés et l'action foncière concertée en faveur de l'installation de jeunes agriculteurs

Par ailleurs, de manière transversale, l'EPF Bretagne porte une attention particulière :

- aux démarches globales de revitalisation des centres-bourgs engagées par les collectivités
- aux possibilités de restructuration des friches ou emprises foncières délaissées,

Vu la délibération du conseil d'administration de l'EPF Bretagne n° C-15-23 du 24 novembre 2015 donnant délégation de compétences à la Directrice Générale,

Vu la convention cadre signée entre la communauté de communes de Liffré-Cormier et l'EPF Bretagne le 28 octobre 2016,

Vu la convention opérationnelle d'actions foncières signée entre l'EPF Bretagne et la commune d'Ercé-près-Liffré le 17 mai 2010,

Vu les avenants n°1 du 8 avril 2013, n° 2 du 7 janvier 2016 et n° 3 du 3 juillet 2017,

Vu la déclaration d'utilité publique du 4 juillet 2012 concernant la ZAC du Bocage de l'Illet,

Vu le projet d'avenant n°4 à ladite convention opérationnelle, annexé à la présente délibération

Considérant l'intervention prévue d'Aiguillon Construction sur le secteur du centre-bourg pour réaliser une opération de construction de logements sociaux,

Considérant le retrait d'Aiguillon Construction de l'ensemble des opérations situées en zone 3, dont Ercé-près-Liffré,

Considérant que la Commune et La SEM Territoires qui l'accompagne comme assistant à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la ZAC, doivent rechercher un nouvel opérateur susceptible d'intervenir sur le périmètre porté par l'EPF Bretagne,

Considérant le temps nécessaire au montage d'un nouveau projet,

Considérant que l'EPF Bretagne a proposé un projet d'avenant encadrant son intervention, jointe à la présente délibération, qui prévoit notamment l'allongement de la durée de portage jusqu'au 25 juin 2020,

Considérant que cela ne modifie pas les engagements de la commune quant aux critères de l'EPF Bretagne à savoir :

- Privilégier les opérations de restructuration
- Viser la performance énergétique des bâtiments
- Le respect du cadre environnemental
- Limiter au maximum la consommation d'espace,

Considérant que l'EPF Bretagne a proposé un projet d'avenant, joint à la présente délibération, qui modifie l'article n° 4 de la convention initiale,

Le Bureau, après en avoir délibéré :

Approuve le projet d'avenant n°4 à la convention opérationnelle à passer avec la commune d'Ercé-près-Liffre et annexé à la présente délibération,

Autorise la Directrice Générale de l'Etablissement Public Foncier de Bretagne à signer ledit avenant ainsi que toute pièce ou document nécessaire à son exécution,

Nombres de votants : 9

Nombre de voix POUR : 9

Nombre de voix CONTRE : 0

Nombre d'abstentions : 0

Le Président du Conseil d'Administration
De l'Etablissement Public Foncier de
Bretagne


Dominique RAMARD

Transmis au Préfet de Région le **22 MAI 2018**
Approuvé par le Préfet de Région le **28 MAI 2018**

Le Préfet de Région


Christophe MIRMAND

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de l'Etablissement Public Foncier de Bretagne et affichée au siège de l'Etablissement Public Foncier de Bretagne, sis 72 boulevard 1er – CS 90721 – 35207 RENNES cedex 2.

La présente délibération et les pièces s'y rapportant sont également consultables au siège de l'Etablissement Public Foncier de Bretagne.